

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 70

Mercredi 12 janvier 1977

Prix : 1 F

La situation sociale en Martinique :

1977, une année de lutte

Si l'année qui vient de s'écouler a été pour les travailleurs semée d'embûches, celle qui s'annonce, n'en est pas moins porteuse d'inquiétudes. Tant il est flagrant que les intentions des capitalistes sont de s'attaquer aux travailleurs pour leur faire payer les difficultés économiques actuelles.

Et c'est bien pour combattre les conséquences néfastes de cette crise sociale, qu'à la fin de l'année écoulée, les travailleurs ont choisi de se battre.

C'est ainsi que dès novembre, suite au coup de force des patrons de la SMET, les ouvriers ont dû engager la lutte pour obtenir la garantie du paiement de leurs indemnités et de leur salaire.

Les travailleurs de FR3, quant à eux, ont dû engager deux mois de grève contre l'administration et SUHAS, pour le respect de l'exercice du droit syndical.

En ce moment même, des centaines d'ouvriers des garages luttent pour l'augmentation de leur niveau de vie et cela malgré l'intervention de la police aux portes des garages.

Quant aux quatre-vingt-quinze travailleurs du Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud, s'ils sont en grève depuis le 24 décembre, c'est pour exiger la garantie de l'emploi de tous, l'affermage du S.I.C.S. à l'entreprise SME voulant se faire sur le dos des travailleurs.

Grève aussi à l'Hôpital du Marin, où les conditions de travail se confondent avec la servitude.

Et les ouvriers du bâtiment ne seront pas en reste, car à une situation qui se révèle plus qu'inquiétante, les patrons en rajoutent en refusant les salaires réclamés par les syndicats ouvriers. Cette attitude pousse les ouvriers à se prononcer d'ores et déjà pour une action de grève afin de forcer la main une fois de plus aux Madkaud, Jean-Joseph et cie.

Ces luttes qui forment la charnière entre l'année écoulée et 1977 sont d'autant plus significatives que pour beaucoup d'entre elles les travailleurs ont eu à bousculer un peu les bureaucrates syndicaux comme ce fut le cas dans la grève des garages.

A une période où le patronat refuse obstinément de céder, envoyant parfois sa police, les directions syndicales montrent en effet qu'elles ne sont pas prêtes à répondre aux coups portés par les patrons. Ces organisations ouvrières n'ont aucun plan à opposer aux patrons. Elles ne savent que prêcher aux travailleurs d'attendre qu'un gouvernement de gauche vienne au pouvoir en France pour que cela change.

Face à cette attitude des syndicats, les travailleurs doivent savoir qu'ils n'ont à compter que sur eux-mêmes.

L'attitude des syndicats

Bien souvent les organisations syndicales ont cherché le moyen de démobiliser les travailleurs les plus combattifs. Ainsi, lors de la grève des garages l'appel à l'assemblée générale ne fut diffusé que le matin même du jour où elle devait se dérouler. A cette même assemblée générale, les travailleurs refusant la proposition des 5 et 8 % voulus par la CGT (ils voulaient réaffirmer l'augmentation initiale de 15 %) déclenchèrent l'hostilité des bureaucrates. Un dirigeant de la CGT, Lamon, alla jusqu'à menacer les travailleurs « d'ôter le préavis de grève ».

Eh bien, malgré ce terrorisme bureaucratique, la grève des garages rencontre l'unanimité.

GUADELOUPE :

Bientôt l'ouverture de la récolte

Dans quelques semaines va s'effectuer l'ouverture de la récolte. Cette année encore, les travailleurs agricoles seront confrontés à de nombreux problèmes, leur situation se dégradant chaque année un peu plus.

Depuis 1971, presque chaque début de récolte a vu les travailleurs agricoles, ainsi que les paysans pauvres, s'affronter aux grandes sociétés sucrières. Les revendications portaient, pour les ouvriers, essentiellement sur les salaires qui étaient scandaleusement bas ainsi que sur les conditions de travail. Pour les paysans, il s'agissait avant tout de lutter contre le paiement de la canne selon la richesse saccharine, et à tout le moins, d'obtenir pour prix de la tonne de canne, un tarif qui leur permette de survivre, sinon de vivre décemment.

Ces luttes ont été chaque fois très longues, le patronat faisant traîner le plus possible le conflit, espérant voir les travailleurs se démoraliser. Cependant, si ceux-ci n'ont pas remporté de victoire décisive, ils n'en ont pas moins obtenu de réelles concessions, la journée de travail atteignant finalement le niveau du

SMIC, alors que jusqu'à présent les travailleurs agricoles touchaient nettement moins que leurs camarades des autres secteurs.

Les paysans pauvres devront lutter, cette année encore, pour que le prix de la tonne de canne leur permette de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Pour les ouvriers agricoles, le problème sera plus crucial que jamais. L'année dernière a vu l'introduction massive de machines à couper la canne, machines qui peuvent remplacer plusieurs centaines de travailleurs. Cette année, il est à craindre que les usiniers n'essaient de le faire sur une plus grande échelle.

Il ne s'agit donc pas seulement, pour les travailleurs, d'obtenir un salaire décent ; le premier combat à mener est celui du droit au travail. Dans cette société pourrie on en est au point de devoir mener une lutte, y compris pour travailler, c'est-à-dire se faire exploiter !

Les travailleurs agricoles, dans les années précédentes, n'avaient déjà pas un sort enviable : sur-exploités, ils ne pouvaient guère prétendre trouver de l'emploi que pendant la moitié de l'année.

Maintenant, ils ne peuvent espérer travailler que pendant trois ou quatre mois et dans cette période, deux à quatre jours par quinzaine !

Les travailleurs ne peuvent se laisser ainsi acculer à la misère et à la famine. L'an dernier, on les a vu réagir, ainsi au Lamentin, où 200 d'entre eux s'étaient mis à couper un champ de leur propre initiative, le patron étant bien obligé de les payer. Cet exemple prouve que l'action est possible.

Mais la lutte qu'il faudra mener est de bien plus grande envergure. Nous ne pensons pas que la destruction des machines soit une véritable solution. En tout état de cause, cela ne résoud pas de façon durable le problème du chômage. Le seul moyen de le résoudre au moins partiellement, est d'accorder la terre à ceux qui désirent la travailler. Tout ouvrier agricole a le droit de vivre de son travail : il est possible de trouver de la terre, de grandes étendues demeurant inexploitées.

Tel est l'objectif que doivent se fixer les travailleurs, en attendant le moment où ils pourront définitivement jeter bas ce système inique.

Les révolutionnaires dans la campagne électorale

AU mois de mars 1977 auront lieu des élections municipales. Comme dans le passé, notre tendance, Combat Ouvrier participera à ces élections.

Nous croyons qu'il faut participer à ces élections, ne serait-ce que pour utiliser les faibles possibilités d'expression qu'elles offrent. Il faut participer pour ne pas laisser la parole, pendant toute la campagne, aux seuls hommes politiques, défenseurs des capitalistes, ni aux hommes politiques qui parlent au nom des travailleurs, mais qui les trompent et refusent de mener la lutte contre le système d'exploitation des patrons, contre l'oppression nationale et coloniale des Antilles.

Il faut y participer, parce que la présence de candidats révolutionnaires permet aux travailleurs de faire un geste efficace : montrer qu'ils ont compris où se trouvent leurs intérêts et dans quel sens s'orienter pour trouver le chemin de leur propre émancipation.

Mais notre participation à cette

campagne électorale ne peut être menée à bien sans le soutien direct et permanent de tous ceux qui sympathisent avec Combat Ouvrier.

Comme lors des élections précédentes, notre participation aura un caractère original en comparaison d'autres partis, groupes ou personnalités de droite ou de gauche. Originalité qui tient à ce que notre tendance, tout en participant aux élections, les utilise pour expliquer aux travailleurs que ce moyen ne leur permettra jamais de changer leur sort.

Pour cela, il faut autre chose qu'un bulletin de vote. Et les travailleurs le savent bien. Car quelle que soit la commune où ils travaillent, qu'elle soit dirigée par une municipalité de droite ou de gauche, c'est toujours par la lutte, la grève, les manifestations, occupations des lieux de travail et même la séquestration des patrons quelquefois qu'ils ont obtenu satisfaction à une de leurs revendications.

Pourtant nous croyons qu'il

faut y participer. En particulier étant donné le caractère des municipales, élection de listes nécessitant plusieurs dizaines de participants, les sympathies ouvrières qui sont acquises à Combat Ouvrier devront d'autant plus se manifester. C'est grâce à elles que nous pourrions présenter des listes dans quelques communes de Martinique et de Guadeloupe. Nous présenterons là où nous le pourrions des listes composées essentiellement — en cela aussi notre participation est originale — de travailleurs chaque fois que ce sera possible.

Nous appelons donc tous ceux qui veulent que les idées révolutionnaires soient représentées et défendues dans les élections municipales, à répondre favorablement à nos camarades pour la constitution des listes. Nous les appelons également à demander à tout travailleur qui veut dénoncer l'exploitation capitaliste et affirmer sa volonté de lutte contre le chômage, la misère et l'exil qu'il provoque, à prendre contact également avec nos camarades.

La campagne électorale ne sera pas uniquement l'affaire des militants de Combat Ouvrier. Tous ceux qui sympathisent avec notre tendance, nous les appelons à prendre contact avec nous. La plus petite aide qu'ils peuvent apporter sera la bienvenue.

Aux patrons, au pouvoir colonial et à ceux — hommes politiques de gauche qui ne parlent au nom des travailleurs que pour leur prêcher la passivité et l'attente d'une « bonne » majorité électorale —, à tous ceux-là nous devons tous ensemble montrer que les idées révolutionnaires existent et se portent bien parmi les travailleurs.

Nous devons montrer qu'il y a aux Antilles des travailleurs qui ne veulent plus des sempiternelles promesses des politiciens professionnels ; des travailleurs qui n'en peuvent plus d'attendre indéfiniment un changement, un progrès qui ne viennent jamais.

Cela sera possible, si dès maintenant nous nous mobilisons, si nous galvanisons toutes les énergies pour que cette campagne électorale soit un succès.

GUADELOUPE :

La population de Basse-Terre doit être indemnisée

L'évacuation de la région de la Basse-Terre a eu des conséquences économiques et sociales fort nombreuses : la perte minimum en salaires directs est évaluée à 84.025.357 F pour le 2^e trimestre 1976, la perte en salaires différés à 506.084 F. Pendant plus de trois mois, 179 artisans ont été dans l'impossibilité d'exercer leur profession. La masse salariale distribuée dans ce secteur est de 135.800 F par mois pour les employeurs et les salariés, c'est donc un manque à gagner fort lourd qu'a connu l'artisanat. Quant à l'agriculture et à l'élevage, les pertes en biens et en journées de travail sont aussi fort élevées : l'exportation de la banane a subi un déficit de 7 800 tonnes. C'est donc près de 892 millions d'anciens francs représentant les salaires versés par les entreprises aux ouvriers et aux dockers qui ne seront pas remis dans le circuit économique de la région de Basse-Terre.

Le cheptel vif de la zone évacuée comptait environ (chiffre de juillet 1976) 3735 bovins et 16 375 caprins, porcins, ovins. Le départ précipité du 15 août a provoqué la disparition de près de la moitié de ce cheptel. Les cultures maraîchères et vivrières ont été elles aussi vivement touchées.

Aucun secteur de l'économie n'a été épargné par la catastrophe économique qui a frappé cette région, du fait de l'évacuation. En outre, ces conséquences continuent à se faire sentir puisque plusieurs dizaines de travailleurs n'ont pas retrouvé leur ancien emploi du fait que certaines entreprises profitent de la situation créée pour opérer des compressions de personnel. Certaines

activités n'ont toujours pas repris malgré le retour dans la région, c'est le cas des plantations de bananes de St-Claude. Les ouvriers agricoles vivent donc de quelques jours de travail distribués chichement par le fond de chômage.

Ceux qui ont été à l'origine de cette catastrophe économique sont connus de tous : ce sont les responsables de l'administration qui ont donné l'ordre d'évacuer le 15 août. De catastrophe naturelle il n'y en a point eu, et les experts ont reconnu par la suite que cet ordre d'évacuation n'était pas justifié car il y avait

erreur dans le pronostic fait par le professeur Brousse. L'administration elle-même l'aurait su dès la fin du mois d'août. De ce fait la population pouvait regagner la région dès cette période. Les dommages subis ont été en grande partie causés par l'attitude de l'administration qui, en plus, a fait vivre inutilement dans des conditions inhumaines plusieurs milliers de gens pendant deux mois et demi. C'est donc à elle qu'il appartient de réparer ces préjudices, en indemnisant la population. Mais cela ne sera fait que si la population de la Basse-Terre elle-même se bat pour être indemnisée.



Quelle serait donc l'attitude des révolutionnaires dans une municipalité qu'ils dirigeraient ?

Avant tout, ils devraient s'efforcer de faire participer réellement les travailleurs à la direction des affaires de la commune. Il s'agirait pour cela de trouver les moyens et les formes qui permettraient de sortir du cadre étroit de la légalité bourgeoise en la matière. Il faudrait par exemple appeler les travailleurs à s'organiser sur la base de chaque quartier, chaque hameau, section ou agglomération importante pour discuter et décider de ce qui doit être fait au niveau de leur localité comme au niveau général. Il faudrait carrement instituer à côté du conseil municipal légal un conseil plus large et plus représentatif et fonctionnant suivant des règles plus démocratiques. Le conseil municipal légal, se pliant évidemment aux décisions prises dans cet organisme, ne sera là que pour assurer la forme légale de décisions prises par le peuple travailleur.

Bien sûr, cela entraînerait frictions, tracasseries et affrontements plus ou moins graves avec le pouvoir colonial. Mais l'issue et la tournure de ces conflits dépendront énormément du rapport de force établi grâce à la mobilisation plus ou moins grande de toute la population de la commune. Aucun préfet dans les circonstances actuelles ne se hasarderait à s'opposer de front à toute une population organisée et prête à se battre pour faire respecter et sa dignité et son droit à exercer son contrôle sur sa commune. Bien sûr il ne s'agit pas de penser à faire la révolution ou le socialisme dans une seule commune, mais il est pos-

sible de faire un certain nombre de choses qui vont dans le sens de la lutte des travailleurs.

Il sera possible de mettre des locaux, des moyens techniques (machines à taper, ronéo, papier etc...) librement à la disposition des travailleurs et de tous ceux qui veulent s'exprimer à la fois sur la politique municipale mais aussi sur tous les faits de l'exploitation quotidienne. Il sera possible de mettre à la disposition des travailleurs des salles et des moyens audio-visuels. En permanence tout pourra être discuté par tous ceux qui se réclament des travailleurs et de la lutte contre le colonialisme et cela sans jeter d'exclusive sur personne.

Sur le plan de la lutte économique, l'objectif sera non pas de développer l'assistance et la charité et les promesses, mais de permettre que les travailleurs puissent s'organiser pour faire face eux-mêmes à leurs problèmes. La municipalité devra impulser des initiatives en ce sens.

En particulier cette action pourra s'exercer dans plusieurs directions : chômage — terres — sanitaire — logement.

Dans ces quatre domaines, il s'agira de faire appel à l'initiative populaire. Les chômeurs trouveront des permanences où ils pourront s'organiser et recenser tous les chômeurs de la commune et les mobiliser. Il s'agira d'abord de faire le tour de toutes les entreprises de la commune et d'imposer l'embauche supplémentaire partout où les travailleurs et les chômeurs le jugeront ensemble utile. Il faudra aussi recenser toutes les possibilités d'utiliser toutes les terres disponibles pour la culture et l'élevage de façon à répondre à deux

Pluies diluviennes sur la Martinique

Un mort, des centaines de maisons envahies par les eaux, des routes coupées par des éboulements, des effondrements de terrain ou des inondations, des chaussées arrachées par morceaux, des ponts emportés, des torrents dévalant les rues de certains bourgs, tel est le bilan des pluies diluviennes qui se sont abattues sur la Martinique le mardi 7 décembre.

Mais la nature seule n'est pas en cause, car tous ces dégâts auraient pu être évités. Les services de météorologie auraient pu prévoir ces pluies, et l'administration préfectorale aurait pu en informer la population et faire en sorte qu'elle prenne les précautions nécessaires. C'était possible, mais cela n'a pas été fait. Parce que là encore, comme pour la Soufrière, le pouvoir colonial se moque de la population.

De même, les routes, les ponts, tous les ouvrages réalisés par les travaux publics devraient depuis longtemps être conçus de façon à résister à ce genre de catastrophe, prévisible dans un pays à forte pluviosité comme la Martinique. Mais là encore, rien n'est prévu.

Quant aux petits commerçants et aux particuliers qui ont vu leurs marchandises ou leurs biens abîmés ou perdus dans les

inondations, ceux-là attendront sans doute longtemps pour être dédommages de leurs pertes, s'ils le sont jamais ! Pourtant,

c'est bien l'incurie de l'administration coloniale qui est responsable de leurs malheurs.

Voilà qui montre une fois de

plus le caractère nuisible du colonialisme, qui est incapable de prévoir et qui n'a que mépris pour la population.

Grand bouleversement à FR 3 Martinique

Si les travailleurs de FR3-Martinique ont dû reprendre le travail après trois semaines de grève sans avoir obtenu la réintégration de leur camarade Erin, ils ont néanmoins achevé, par leur lutte, de déconsidérer complètement leur directeur de choc, Suhas, à la réputation déjà fort entamée, ainsi que certains journalistes connus pour évoluer dans le milieu de celui-ci et pour être, comme lui, par trop ouvertement accrochés aux basques du pouvoir colonial.

A tel point que les élections approchant, l'administration préfectorale a préféré se débarrasser de tout ce beau monde trop mal vu de la population, pour tenter de repeindre quelque peu la façade par trop défraîchie de FR3.



Ceci, afin que la station de radio puisse remplir sans tronc de problèmes son rôle d'agent électoral de la droite dans la campagne qui s'annonce.

C'est ainsi que les Suhas, Germain, Argentin, Allié, se retrouvent soudainement mutés, avec promotion à la clef naturellement, qui à Nancy, qui à Nouméa, qui à Paris, qui en Guadeloupe, enfin là où on ne les connaît pas encore. Et l'on fait venir illico de France un directeur — parait-il — à poigne, un certain L'Heréc, pour tenter de mettre les travailleurs de FR3 au pas. Mais ceux-ci ont fait suffisamment la preuve de leur combativité pour que nous souhaitions bien du plaisir à ce monsieur !

une municipalité révolutionnaire ?

objectifs : donner du travail à ceux qui n'en ont pas, mais aussi améliorer les conditions d'alimentation pour la population en permettant de produire des aliments en plus grande quantité et à meilleur prix qu'actuellement.

Et il en serait de même pour la question du logement. Il faudra recenser tous les logements vides et il y en a même dans des communes d'importance modeste. Il s'agira de permettre que ceux qui vivent dans de mauvaises conditions puissent occuper des logements vides, qu'ils appartiennent aux HLM, à la SIG ou à de riches particuliers. Là aussi les travailleurs vont s'organiser pour cela et recevront un soutien délibéré de la municipalité qui mettra tout en œuvre pour légaliser cette occupation.

Concernant maintenant les entreprises qui se trouvent sur le territoire de la commune. Il ne sera pas question d'admettre les exactions, les atteintes à la santé des travailleurs, les actes dirigés contre la dignité des femmes dans les champs, les menaces des patrons, le vol sur les salaires, le non respect même des lois en vigueur sur le plan des libertés syndicales notamment. Les travailleurs trouveront non pas un soutien verbal comme c'est le cas dans toutes les communes — de droite ou de gauche — à leurs luttes. Ils auront d'une municipalité révolutionnaire un soutien actif matériel et politique. Les moyens de la municipalité seront entièrement mis à la disposition des travailleurs pour leur permettre de faire cesser certaines barbaries qui datent de l'esclavage et qui sont encore en vigueur. Par exemple, il est arrivé que des travailleurs agricoles aient

eu besoin de moyens de locomotion pour mieux organiser leur grève. Ce fut le cas de Capesterre. La municipalité refusa de mettre certains véhicules de la commune à la disposition des grévistes. Dans une municipalité révolutionnaire, il n'en serait pas de même. Et sur le plan légal la municipalité prendra aussi des arrêtés pour mettre fin aux injustices les plus criantes et appellera les travailleurs à s'organiser pour les faire appliquer comme étant la loi.

A tout moment la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail, pour leurs salaires sera soutenue dans les faits et non pas en parole par l'action de la municipalité.

Il n'est pas possible de résoudre les problèmes fondamentaux des travailleurs dans le cadre d'une seule commune. Mais il est possible pour les travailleurs d'utiliser les possibilités offertes par la commune pour se renforcer.

Les travailleurs en agissant ainsi se préparent à changer leur vie dans tout le pays. Leur conscience de ce qu'ils peuvent faire va grandir. Leur confiance en eux-mêmes que le colonialisme et ses complices locaux s'acharnent à détruire va grandir. Faire que nous soyons fiers de nous-mêmes, ce sera un pas considérable vers notre libération.

Car ce ne sont pas les militants qui font les révolutions ou les organisations mais bien les masses travailleuses. Tout progrès dans la conscience de celles-ci est donc un pas vers le moment où elles se décideront à faire tomber leurs chaînes. C'est dans cet esprit-là que nous agissons lorsque le moment sera venu de le faire au sein de municipalités.

La commune : un organe de l'Etat bourgeois

La commune, à bien des égards, apparaît comme un lieu où la population peut plus facilement contrôler ceux qu'elle a élus.

En effet, la municipalité élue se trouve composée de gens connus de tous et qu'on peut facilement toucher. Une espèce de contrôle populaire s'exerce bien que de façon très limitée dès lors que la commune est quelque peu importante.

En réalité, l'organisme élu comme dans les autres cas échappe au contrôle réel de la population. Les municipalités sont élues pour six ans. Dans l'intervalle, quelle que soit sa conduite, son attitude sur les problèmes concernant la population laborieuse celle-ci ne peut rien contre ceux qu'elle a élus. Du moins rien sur le plan légal. Les maires sont dépendants bien plus de l'Etat central que de leurs mandants.

En effet, bien des lois sont prévues pour que le préfet et le ministre de l'Intérieur exercent un contrôle étroit sur l'activité du maire. En particulier le budget de la commune est soumis à l'approbation du préfet qui, en cas de désaccord, peut en imposer un. Toutes les initiatives économiques ou sociales des maires sont soumises à la préfecture et dans certains cas le préfet peut s'y opposer.

Si le maire persistait dans une opposition avec le préfet celui-ci, le plus légalement du monde et

au mépris de ceux qui l'ont élu, peut le suspendre et le remplacer dans ses fonctions.

On voit donc que la démocratie communale n'est pas plus développée que la démocratie permise en général dans un Etat bourgeois. Cela va d'ailleurs de soi. L'Etat bourgeois ne pourrait admettre plus de démocratie dans la municipalité qu'il n'en admet dans d'autres organismes législatifs comme le parlement.

Le caractère peu démocratique de la commune est renforcé encore ici par le fait que nos pays sont des colonies. Et là le contrôle de l'Etat central et oppresseur est encore plus fort qu'en France même. Ici, il s'agit bien souvent de véritable diktat de la part des préfets. On a vu les démêlés de la municipalité du Moule avant que celle-ci dirigée par le PCG puisse s'imposer. On a vu plus récemment toutes les tracasseries et même les menaces contre la municipalité de Pointe-à-Pitre dirigée là aussi par un membre du PCG. Le budget communal était refusé systématiquement par Cluchard et Brunon, les deux sous-préfet et préfet de triste mémoire de l'époque.

Mieux, ce sont des coups de force qui sont parfois organisés quand la préfecture a décidé de faire passer ses favoris pour une raison ou une autre. Coups de force au vrai sens du terme : salle de vote évacuée par la force militaire, urnes bourrées, tri-

patouillages sur les listes d'émergence, protection de gendarmes ou CRS, attaque de ces mêmes forces de répression contre la population.

Il est certain que si ces procédés ont connu une éclipse ces temps derniers, rien ne dit qu'ils ne seront pas remis en honneur par le colonialisme quand la tête et le programme de ceux qui seront élus dans les communes ne leur plairont plus. En tout cas, jusqu'à ces derniers temps, les élections se sont toujours déroulées en présence d'importantes forces de police et de gendarmerie dans les points qui étaient importants pour la droite. Ce fut le cas lors de l'élection de la municipalité de Sainte-Anne notamment et de Rivière-Salée en Martinique.

Pour nous révolutionnaires, cette responsabilité ne s'exercera pas devant l'Etat comme celui-ci le veut et l'exige des maires, mais devant la population laborieuse. C'est au contrôle de celle-ci que nous pensons qu'une municipalité révolutionnaire devra se soumettre. La municipalité devra avoir à cœur de faire participer réellement le plus grand nombre de travailleurs à la direction des affaires de la commune.

Cela supposera donc toute une politique, toute une attitude que pour l'instant aucun maire ni aucune municipalité n'adopte même dans les communes dirigées par les PC.

Le PCM quémande des alliances électorales

Sil de tous les côtés chacun fourbit ses armes fébrilement en vue des élections des 13 et 20 mars, le Parti Communiste Martiniquais semble, lui, bien embarrassé.

Rappelons que les stalinien martiniquais comme leurs semblables de France et d'ailleurs ne voient de chance de salut que dans les élections. Or, comme de toute évidence, mis à part les municipalités qu'il possède, le PCM ne semble pas en mesure de gagner grand-chose, une nécessité s'impose à lui : trouver des alliés qui acceptent de jouer le jeu électoral avec lui. C'est ainsi qu'on put donc voir durant tout le mois de décembre le PCM s'acharner à trouver des anticolonialistes fervents partout en Martinique. C'est ainsi qu'il a cru pouvoir discerner ces qualités chez Wan-Ajouhu au François, et chez Jean-Louis au Robert, puisque dans ces deux cas les communistes iront aux élections dans une liste d'union patronnée par un socialiste ; on voit donc clairement que cette volonté d'essayer de participer à tout prix à la gestion municipale conduit le PCM à faire des concessions énormes, comme au Robert où le PCM, longtemps seul opposant aux candidats gouvernementaux

cède la place à Jean-Louis du PSM.

Pourtant, même cette politique d'union ne met pas le PCM à l'abri des rebuffades.

Ainsi, à Trinité, les socialistes ont carrément refusé de faire liste commune avec le PCM, lui trouvant de trop grandes exigences ! Quant à Fort-de-France, le PPM a répondu par une fin de non-recevoir aux demandes de participation du PCM sur la liste progressiste ; car le PPM ne veut pas entendre parler de liste d'union, il demande le soutien pur et simple du PCM à Fort-de-France, sans contrepartie.

L'attitude du PC martiniquais n'est pas sans rappeler celle du PC français dans ses rapports avec le PS.

Le PCM, lui, a les mêmes réflexes de soumission à d'autres partis. Le voilà tributaire du PPM et du PSM comme pour le PC français.

Pourtant il n'y a même pas la perspective d'une participation à un gouvernement quelconque. Il s'agit uniquement d'une petite place dans une municipalité... On a les ambitions et le strapontin qu'on peut !

Les élections approchent : naissance du Parti Socialiste Martiniquais

Lors de la parution de notre dernier mensuel, la scission était déjà consommée entre deux courants au sein de la fédération martiniquaise du Parti Socialiste Français. Nous en avions donné notre appréciation. Depuis, les choses n'ont pas changé : la tendance majoritaire conduite par Jean-Louis et Lise s'est proclamée Parti Socialiste Martiniquais (PSM). Il faut croire que tous ces gens sont pressés, non par les intérêts des travailleurs mais par la venue prochaine des élections municipales. Personne ne se fait d'illusions : ce sont essentiellement ces élections qui ont motivé la scission d'un parti dont certains notables, avec Serbin, ont besoin des voix des départementalistes et d'autres, ceux du PSM, tentent au contraire de refaire en Martinique l'opération qui a si bien réussi en France au Parti Socialiste et qui consiste à gagner des voix sur le Parti Communiste. Le clivage s'est fait naturellement en fonction des intérêts électoralistes.

A propos de l'échange Corvalan-Boukovski, l'hypocrisie de "Justice"

Corvalan a été échangé contre Boukovski ; et Justice de commenter : « Qu'on ne compte pas sur nous pour faire la fine bouche et discuter sur les conditions de cette libération ».

Justice cherche à couvrir les bureaucrates soviétiques et se contente de crier victoire pour la libération de Corvalan. Mais jamais le PCM n'a signalé le fait que Boukovski a été emprisonné en URSS pour ses idées. Pour lui, Boukovski, c'est une monnaie d'échange. Selon Justice l'URSS a agi « pour sauver la vie d'un homme qui vaut plus que tous les Boukovski du monde ». Une telle phrase illustre bien la conception qu'a le PCM du socialisme, de la liberté, la conception qu'il a des hommes. Avec de tels raisonnements, pourquoi ne pas arrêter n'importe qui pour faire des échanges ?

Les arguties du PCM, comme au-delà, toute cette lamentable affaire, n'ont rien à voir avec le socialisme. Et ce n'est pas seulement l'échange qui est en cause. En effet, rien ne justifiait la

détention de Boukovski et de milliers d'autres contestataires. Boukovski n'est certes pas un socialiste, il est peut-être même un réactionnaire. Mais à qui donc le PCM ferait-il croire que si le pouvoir actuel en URSS bénéficiait de la confiance et du soutien de millions de travailleurs, il craindrait les idées de quelques contestataires au point de les emprisonner ? Non, le pouvoir en URSS ne repose pas sur la classe ouvrière. Ce n'est pas le socialisme.

Le socialisme, c'est la liberté, y compris pour ceux qui sont contre. Il n'a rien à craindre de la liberté d'expression pour ses contestataires. Il peut leur accorder une liberté au moins aussi grande que celle que le régime bourgeois tolère pour ses opposants.

C'est pour cela que les commentateurs de Justice, dans la mesure où ils ne font jamais allusion au manque de liberté en URSS, ne sont qu'hypocrisie, mensonges pour les travailleurs à qui il donne une fausse idée du socialisme.

Ile Maurice

Succès des nationalistes les plus radicaux aux élections

LES récentes élections qui se sont déroulées à l'île Maurice ont vu la victoire du MMM (Mouvement Militant Mauricien) sur les autres partis et notamment sur le Parti de l'indépendance qui, depuis le 12 mars 1968, dirige l'île.

Ce résultat, pour le moins surprenant, puisqu'il y a deux ou trois ans, les dirigeants du MMM étaient pourchassés et jetés en prison, témoigne de l'évolution dans l'état d'esprit de la population.

Cette île de 800.000 habitants, à bien des égards, ressemble à nos nôtres : elle reste vouée à la monoculture de la canne. La petite industrie est aux mains des capitalistes anglais et français.

L'indépendance n'a pas changé les liens du pays avec les impérialistes. Au nom d'une politique de « réalisme », les dirigeants du Parti de l'indépendance ont maintenu des liens étroits avec la France, l'Angleterre, et ont même noué des relations avec l'Afrique du Sud. Et pour la population laborieuse, les problèmes demeurent : chômage, bas salaires, contrainte à l'émigration.

C'est donc la montée du mécontentement qui est à l'origine de la victoire électorale du MMM. Ce dernier a su canaliser ce mécontentement parce qu'il s'affirme partisan d'un nationalisme plus radical. Le MMM a fait cam-

pagne pour la nationalisation de la majorité des parts des compagnies hôtelières et de cinq usines sucrières, pour la lutte contre le chômage.

Seulement, s'il peut canaliser le mécontentement, le MMM ne représente pas une politique socialement différente de celle des dirigeants de l'île Maurice. La question fondamentale n'est pas de modifier la moitié du parlement ou du gouvernement, voire même d'orienter autrement la politique internationale. Il s'agit de savoir quelle classe sociale doit contrôler la politique du pays. Or, pour que la lutte contre l'impérialisme que préconise le MMM aboutisse, il faudrait mener une toute autre politique que celle du MMM. A savoir celle qui consiste à organiser le prolétariat et à avoir une politique en direction des populations opprimées d'autres pays d'Afrique. Une telle politique aurait d'autant plus de succès que l'île Maurice dispose actuellement de l'audience que lui donne sa place à la présidence de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine). Mais le MMM a choisi le nationalisme qui le porte aujourd'hui à se démarquer des grandes puissances. Toutefois, il n'est pas exclu que le MMM subisse les pressions de ces puissances impérialistes au point d'abandonner même son radicalisme au nom du « réalisme », comme l'ont fait jusqu' alors les dirigeants de l'île Maurice.



Un meeting électoral du MMM. En haut : de gauche à droite, Jimmy Gobin, B. Ramsahaye, A. Hassenjee, Azize Khodaboccus, H. Chakooree et Rafick Gulfee. En bas à gauche : Paul Berenger

France

Des dirigeants pourris, une société pourrie



COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOROR
Adresser toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93308 AUBERVILLIERS
Impression Graphie-Press

Epinau-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source

Les trafics des politiciens ne sont pas l'apanage des « républiques bananières », des pays sous-développés et des colonies. Les divers scandales qui, ces jour-ci, ont éclaté en France en sont la preuve. Mais partout, ces scandales illustrent la société dans laquelle nous vivons, société capitaliste dont les principes de fonctionnement sont le pillage, l'exploitation et le vol.

La nouvelle année a donc débuté en France sous le signe des affaires louches du petit monde capitaliste.

La dernière affaire en date est celle déclenchée par l'assassinat du prince de Broglie. Ce grand bourgeois, propriétaire de milliers d'hectares et de millions de francs, participant au Conseil d'administration d'une quarantaine d'entreprises, ancien secrétaire général des Républicains indépendants — le parti de Giscard —, ancien ministre et toujours député... se servait de ses titres pour faire fructifier son capital, trafiquait un peu partout et ce, avec des escrocs notoires, flics ou civils. Ses activités se déroulaient au su et au vu de tous, du moins de ses petits copains (ou coquins) de la majorité présidentielle. Avec la corruption des milieux politiques, cette affaire a éclairé la face cachée du fonctionnement de la police, de la justice et plus généralement de l'appareil d'Etat.

Ainsi, un policier-truand connu de tous n'était nullement inquiété

et continuait avec profit à exercer ses deux professions.

Ainsi, un escroc, sous le coup d'un arrêté d'expulsion, n'a jamais été expulsé parce qu'il avait ses petites entrées dans les milieux politiques.

Ainsi, Poniowski craignant sans doute que ses policiers menant l'enquête ne commettent des « bavures » en cherchant trop loin, est-il intervenu lui-même pour déclarer que l'affaire était terminée.

Et l'affaire de Broglie est une parmi tant d'autres. La disparition, par exemple d'un comptable avec 800 millions de francs n'a-t-elle pas récemment révélé les faveurs faites à Dassault par le fisc ?

Que toutes ces affaires viennent maintenant sur la place publique est peut-être le signe des dissensions au sein de la classe politique au pouvoir mais, de toute façon, elles témoignent de l'activité réelle des députés, princes, ministres qui nous gouvernent et en elles-mêmes elles sont déjà une condamnation de cette société.

FRANCE : INTERDICTION DE L'ORGANISATION DES COMMUNISTES AFRICAINS

● En interdisant l'OCA, le gouvernement français, par Poniowski interposé, confirme une fois de plus le rôle qu'il voudrait assigner aux travailleurs immigrés en France : être exploités et se taire !

Aussi, au cours de ces derniers mois, le gouvernement français n'a pas manqué une occasion pour tenter d'intimider les travailleurs immigrés qui osaient lever la tête :

— Envoi de flics contre les grévistes de la Sonacotra.

— 4.400 immigrés expulsés en 1976 (+ 16 % par rapport à 75).

— Interdiction de meetings d'étudiants gabonais ou camerounais.

Notons que nombre de ces mesures sont aussi dictées par le désir de plaire à certains régimes africains parmi les plus réactionnaires.

Aujourd'hui, ce sont des travailleurs africains qui sont visés et pour eux Poniowski n'a pas hésité à aller puiser une loi parmi les vieilleries les plus réactionnaires, mais qui dit que demain ce même Ponia, ou son successeur, n'exhumerait pas une autre loi à l'encontre des travailleurs antillais ? C'est une raison supplémentaire pour que tous les travailleurs antillais manifestent leur solidarité à l'OCA et protestent contre sa dissolution.

POUR GISCARD, LA POLITIQUE C'EST SEULEMENT POUR LES PATRONS

Giscard, en déclarant qu'il fallait « conserver la neutralité politique » des entreprises « qui doivent rester un lieu de travail », a affirmé sa volonté de voir interdire la politique sur les lieux de travail.

Pour les travailleurs et en particulier ceux des Antilles, ce n'est qu'un discours, un de plus. Inutile de répéter que les travailleurs n'ont jamais eu le droit de défendre leurs opinions politiques dans l'entreprise : organiser une réunion politique ou simplement discuter de politique avec ses camarades de travail, distribuer ouvertement des tracts politiques, cela veut dire « la porte ! ».

Les patrons, eux, peuvent faire de la politique, utiliser sans enfreindre la loi, les profits qu'ils accumulent sur le dos de leurs ouvriers, pour soutenir tel ou tel candidat de la droite lors des élections.

Alors, par son discours, Giscard n'a fait que réaffirmer clairement, cyniquement, les idées des patrons. Ces mêmes idées qui, autrefois, interdisaient aux esclaves, de se cultiver, de s'instruire, de se réunir entre eux. Aujourd'hui, ce n'est plus l'esclavage, mais ce sont les mêmes principes.

Le droit de faire de la politique, c'est-à-dire le droit de diriger les affaires de leur pays, les travailleurs auront donc à se battre pour l'arracher, l'imposer par la force.